

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants

Solidaires – unis – avec une seule voix

L'assemblée générale de l'European Milk Board (EMB) s'est tenue les 20 et 21 novembre en Forêt-Noire et les organisations membres y ont débattu de la situation actuelle. Des Pays-Bas à la Lituanie, les récits des producteurs laitiers se ressemblent : en de nombreux endroits, les exploitations sont financièrement épuisées. Cette année, la sécheresse a pesé très lourd et a durement frappé des exploitations qui fonctionnaient déjà sur leurs économies. Après ces nombreuses années difficiles, les agriculteurs n'ont presque plus de réserves financières. Des exploitations mettent chaque jour la clé sous la porte, le moral des agriculteurs est au plus bas et on ne s'étonnera pas que les jeunes ne voient pas d'avenir dans ce secteur.

Dans ce contexte, il est décevant que la politique européenne tarde à offrir une perspective concrète. L'assemblée générale était unanime pour dire qu'on ne peut garantir une production laitière durable que grâce à des prix permettant de couvrir les coûts et à un revenu décent pour les producteurs. L'EMB entend poursuivre son engagement en faveur de prix du lait couvrant les coûts et pour doter la politique agricole commune d'instruments efficaces de gestion des crises.

Lors de l'assemblée, on a pu entendre souvent les mots « solidaire » et « équitable ». On y percevait, d'une part, l'unité et la cohésion de nos collègues européens dans l'optique d'un marché stable, mais également la solidarité envers les producteurs des pays en voie de développement. Nous ne devons pas permettre que le lait en poudre issu de la surproduction européenne inonde les marchés locaux en Afrique.

L'EMB s'engage depuis plusieurs années pour une politique commerciale équitable et contre l'exportation de lait en poudre à prix cassés. Deux de nos collègues se sont encore rendus en octobre au Burkina Faso, afin de soutenir les petits paysans africains dans leurs efforts pour bâtir des structures locales.

Vous trouverez dans ce bulletin d'information un récit de voyage avec des impressions d'un tout autre monde, qui connaît cependant des problèmes identiques aux nôtres. La surproduction en Europe ruine les agriculteurs ici et là-bas.

Erwin et Adrien, un grand merci pour votre engagement en Afrique de l'Ouest. Je suis fier de vous et du message que vous faites passer !

Boris Gondouin, membre du conseil d'administration de l'EMB et membre de l'APLI

EMB Bulletin novembre/décembre 2018

- « Nous réclamons une politique laitière responsable et une structure efficace pour la politique agricole commune de l'UE »
- Carnet de voyage au Burkina Faso – Semaine solidaire entre éleveurs
- Industriels laitiers français : Ils ont réalisé l'équivalent de 8 années de chiffre d'affaires en 7 ans !
- Solidarité - Des agriculteurs de toute l'Europe au service du même objectif
- L'équipe bavaroise du BDM au cœur de la politique européenne
- Que se passe-t-il dans le secteur laitier ?
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

« Nous réclamons une politique laitière responsable et une structure efficace pour la politique agricole commune de l'UE »

A l'occasion de leur assemblée générale en Allemagne, les 20 associations de producteurs de lait membres de l'European Milk Board (EMB) ont réitéré leur revendication d'un marché du lait sain. Un instrument de gestion de crise efficace dans la réforme de la politique agricole commune (PAC), des prix couvrant les coûts et un revenu décent pour les producteurs sont les éléments centraux d'un marché du lait durable et sont indispensables pour assurer le renouvellement générationnel.

© EMB

Lors de leur assemblée générale, les 20 et 21 novembre 2018 en Forêt-Noire, dans le sud de l'Allemagne, les organisations nationales membres de l'EMB ont débattu de la situation actuelle et de la stratégie pour l'avenir de l'association laitière européenne des producteurs de lait. La réunion était placée sous le signe de la solidarité, afin de dégager une solution européenne pour le secteur laitier.

Commentaires de producteurs de lait de l'EMB présents à l'assemblée

Stefan Lehmann (48 ans, Allemagne)

Je suis heureux que nous ayons pu accueillir l'assemblée des producteurs de lait européens en Forêt-Noire. J'ai apprécié de voir que les propositions de l'EMB font leur chemin et mettent les responsables politiques européens devant leurs responsabilités de prendre des mesures pour garantir une production laitière durable.

Jonas Vilionis (71 ans, Lituanie)

La réunion d'aujourd'hui a montré que, si les intérêts des pays peuvent différer, les problèmes sont les mêmes. Il est donc d'autant plus important de trouver des solutions communes.

Adrien Lefèvre (28 ans, France)

Je suis heureux de faire partie de la solidarité transfrontalière entre les membres de l'EMB. Une amitié s'est créée avec des éleveurs de toutes nationalités pour un but commun, une juste rémunération de notre travail.

Werner Locher (64 ans, Suisse)

Pour moi, la discussion d'aujourd'hui a clairement montré la volonté de notre assemblée de continuer à travailler de manière solidaire dans un même but, malgré la grande disparité des conditions dans les différents pays.

Un socle sain pour le marché du lait européen

Tous se sont accordés à dire que le marché du lait européen avait besoin d'instruments efficaces, qui soient à la hauteur des crises récurrentes du marché, des situations d'urgence climatique et de contraintes variées. La portée de la politique agricole commune doit être étendue de manière à éviter les crises futures et à permettre un ajustement des volumes produits en fonction des aléas du marché. « La renonciation volontaire aux livraisons en temps de crise, un élément central du Programme de responsabilisation face au marché de l'EMB, doit être ancré dans la PAC en tant qu'instrument permanent », explique M. Schöpges, le président de l'EMB. « Nous devons enfin briser le cycle des crises du marché du lait et jeter les fondations d'un marché sain. » Pour lui, il est plus que jamais important d'obtenir des prix couvrant les coûts et une juste rémunération du travail quotidien dans les exploitations ; la stabilité économique est aussi une condition nécessaire pour dégager des perspectives pour les jeunes agriculteurs.

Les producteurs de lait européens veulent intensifier la pression sur la politique européenne

Stefan Mann, le président de l'organisation allemande BDM (*Bundesverband deutscher Milchviehhalter*), entend mettre les responsables politiques nationaux et européens devant leurs responsabilités. « Je veux encourager les responsables politiques à prendre les bonnes décisions pour éviter les pertes de création de valeur dans l'espace rural. » Pour M. Mann, celles-ci, comme le prix trop bas du lait, pèsent en fin de compte sur l'ensemble de la société.

L'European Milk Board entend poursuivre le dialogue à tous les niveaux avec les responsables de la politique laitière. Les associations nationales se sont également prononcées en faveur de mesures claires à l'encontre des responsables politiques. M. Schöpges résume ainsi les décisions de l'assemblée générale : « Nos collègues européens nous ont clairement signifié que, si les responsables politiques entendent nous mener à la prochaine crise en toute connaissance de cause, il nous faudrait intensifier la pression sur Bruxelles et nous faire entendre au moyen d'actions spectaculaires. »

Communiqué de presse de l'EMB du 22 novembre 2018

Carnet de voyage au Burkina Faso – Semaine solidaire entre éleveurs

© Adrien Lefèvre

Du 19 au 26 octobre 2018, Adrien Lefèvre, agriculteur ardennais et vice-président de FaireFrance s'est rendu au Burkina Faso accompagné de son collègue belge, Erwin Schöpges, président de l'EMB et de Fairebel, grâce à l'ONG Oxfam-Solidarité. But de ce voyage : participer à la modernisation de « mini-laiteries » sur l'ensemble du territoire burkinabè afin de maintenir et de protéger des fermes locales et le développement de la marque de lait

équitable FaireFaso.

Après un voyage de 8h, arrivée à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Immersion totale dès l'arrivée à l'aéroport, nous rencontrons des amis locaux,

contacts de longue date d'Erwin.

Jour 1 : Conférence de presse avec des médias belges. Lieu : Ouagadougou, siège de l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPL/B). Puis, visite d'une ferme familiale à Koudougou avec un troupeau de 36 zébus et une mini-laiterie qui transforme le lait collecté de

cette ferme ainsi que dans une dizaine de villages alentour.

Nous avons pu échanger avec Ibrahim, le président de l'UMPL/B au sujet du financement par FaireFrance de la mini-laiterie de Bobo Dioulasso à l'Ouest

du Burkina Faso. 3 mini-laiteries transforment déjà sous la marque FaireFaso.

Jour 2 : Dimanche après-midi, c'est Mamadou, ami d'Erwin, qui nous guide à travers Ouagadougou. Ce fut aussi l'occasion de mieux comprendre le système politique local avec une récente révolution qui a été jusqu'à brûler l'assemblée nationale en 2015 suite à un désaccord entre le peuple et son président qui voulait changer la constitution pour rester au pouvoir indéfiniment. La situation au Burkina Faso est encore pire que ce qu'on peut imaginer, les lobbies et les intérêts sont partout et le dumping ne se fait pas du tout que sur le lait.

Jour 3 : Deux rendez-vous et des échanges intéressants avec l'ambassade du royaume de Belgique et l'ambassade de l'Union européenne. Ensuite, nous nous sommes dirigés vers l'autre bout de la ville, au siège de l'UMPL/B et de FaireFaso pour une réunion budgétaire et l'organisation des « 72 heures du lait local », événement important ici. C'est un bras de fer continu pour essayer d'avoir des moyens, des soutiens...

Sur la route du retour, nous nous sommes arrêtés au marché du bétail de Ouagadougou. Images et discussions intéressantes avec des éleveurs pour la viande et la finition des animaux autres que ceux du réseau des mini-laiteries ou que du réseau Oxfam.

Jour 4 : Enquête sur la poudre de lait, résultat de nos surplus européens. On la retrouve partout ici. Il s'agit de poudre très souvent enrichie aux huiles végétales (notamment de palme) qui est beaucoup moins chère que de la matière grasse animale. Étant un produit « transformé » ici dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, ces poudres ne sont PAS TAXÉES comme les « produits agricoles » importés dans l'Afrique de l'Ouest (seulement 5 % de taxes contre environ 25 % à 30 % sur les produits agricoles importés). C'est une niche bien utilisée par les industriels (ARLA, NESTLÉ, DANONE..) et qui fait un dumping impitoyable ici.

Rendez-vous à 16h avec Oxfam dans leurs locaux pour parler avenir et stratégie d'accompagnement de FaireFaso et des mini-laiteries. Puis rendez-vous à 18h30 avec l'Agence française de développement qui dépend de l'État français et qui distribue beaucoup d'argent ici aux ONG.

Jour 5 : Journée administrative avec l'écriture de ce compte-rendu, envoi de photos, vidéos etc. Repos, car demain c'est le top départ des « 72 heures du lait local ». Des journalistes seront présents. Le programme est chargé. Nous interviendrons même séparément à plusieurs reprises avec Erwin.

Jour 6 : Début des « 72 heures du lait local ». Pour ce premier jour, il y avait des journalistes de différents médias burkinabè. Le ministre de la jeunesse est passé nous voir lors des débats. A midi, je pars avec des membres d'Oxfam et SOS Faim pour une intervention à la suite de la diffusion du film « la planète lait » dans l'université de Ouagadougou auprès d'étudiants spécialisés dans l'élevage. Après avoir regardé le film qui dénonce nos surplus européens et le fait qu'aucun éleveur dans le monde ne vit bien de sa production laitière, peu importe son cheptel, place à un long débat très intéressant pour nous et les étudiants.

Jour 7 : On repart pour les « 72 heures du lait local ». Cette fois, le thème est basé sur un échange entre producteurs ouest-africains et européens. Nous avons eu la bonne surprise de la visite du ministre des ressources animales et halieutiques, qui a eu un discours mobilisateur et positif pour l'événement. L'après-midi, nous avons ensuite pu échanger sur l'avenir de FaireFaso avec Oxfam et Sidibé, chef de la mini-laiterie de Bobo Dioulasso que nous aidons.

Retour au gîte, préparation des bagages et une dernière douche (40°C ce jour) avant de se diriger vers l'aéroport. Embarquement et décollage vers 22h pour un vol de 6h de nuit.

Adrien Lefèvre, vice-président de FaireFrance

[Vidéo Burkina Faso](#)

[Photos Burkina Faso](#)

Industriels laitiers français : Ils ont réalisé l'équivalent de 8 années de chiffre d'affaires en 7 ans !

Les industriels laitiers français se portent très bien, d'ailleurs deux d'entre eux (Danone et Lactalis) se trouvent sur le podium du classement des entreprises laitières à l'échelle mondiale. Entre 2006 et 2016, le chiffre d'affaires annuel cumulé des industriels laitiers français a progressé de 28 % pour atteindre 31,9 milliards d'euros en 2016, alors que sur la même période, le prix payé aux producteurs était au plus bas : moins de 300€/1000L !

© OPL

En prenant comme référence le chiffre d'affaires de l'année 2010, nous constatons qu'entre 2011 et 2017 la somme de tous les CA annuels supérieurs à l'année 2010 correspond à 31,2 milliards d'euros, soit l'équivalent du chiffre d'affaires de l'année 2016. Cela leur fait donc 8 années de chiffre d'affaires en 7 ans ! Un chiffre qui, ramené au litrage collecté, nous montre que sur cette période le CA des industriels français atteint 1 300 €/1000 L quand il n'est que de 700 €/1000 L pour les industriels allemands !

Des pratiques lucratives... dont les producteurs ne récupèrent pas la manne

À la lecture des rapports d'activités des industriels, force est de constater qu'ils entretiennent une réelle opacité au sujet des retombées financières du cracking du lait.

En effet, le lait n'est pas seulement transformé en produits laitiers, il est aussi décortiqué en de multiples sous-produits très rentables. Outre le lactosérum, extrait lors de la fabrication de fromage qui peut être déshydraté et ajouté à la poudre de lait pour fabriquer du lait infantile, les caséines ou le lactose présentent d'autres débouchés intéressants : la fabrication d'entremets, de charcuterie, de papier de luxe, de solvant dans les peintures, la tannerie... Toutes ces activités rentables pour les industriels devraient pouvoir bénéficier aux éleveurs *via* leur grille de paiement !

Des investissements importants en France et dans le monde

Entre 2012 et 2014, 74 projets sur 250 à l'échelle européenne (soit presque 1/3), portés par 48 entreprises (incluses dans les 143 ayant investi à l'échelle européenne) ont vu le jour en France. Ces projets en France représentent plus d'un milliard d'euros d'investissement sur les 6,4 milliards à l'échelle européenne. L'évolution du nombre d'emplois non salariés en élevage bovin lait est malheureusement à contre-pied de cette multiplication de projets : entre 2010 et 2016, 14 000 d'entre eux ont disparu tandis que 520 emplois salariés permanents étaient créés.

Véronique Le Floc'h, présidente de l'Organisation des producteurs de lait (OPL) de la CR

Solidarité - Des agriculteurs de toute l'Europe au service du même objectif

La situation des agriculteurs en Europe est bien connue et la majorité des agriculteurs la vit chaque jour, surtout au moment de payer les factures. Voilà ce dont nous, les agriculteurs, ne voulons plus, sans qu'aucun d'entre nous ne puisse faire changer les choses seul. Nous devons réussir à unir nos efforts et à montrer que le changement n'est pas seulement une revendication de

quelques paysans.

Par son travail, l'European Milk Board (EMB) a réussi à mettre l'accent sur les défis auxquels l'agriculture est confrontée et a également contribué à ce que la situation ne s'aggrave pas davantage. Lors de l'assemblée générale de l'EMB d'avril 2018, une majorité absolue des organisations présentes a décidé de suivre la proposition norvégienne de *Bondesolidaritet* pour développer la solidarité des agriculteurs entre eux, et entre les agriculteurs et les consommateurs. Ceci doit venir s'ajouter aux actions en cours et prévues. L'objectif est de créer une position qui soit clairement perceptible par les responsables politiques et la population, et donc de donner à l'EMB une voix

plus forte dans l'environnement politique.

Tout le monde sait bien quel peut être le pouvoir de la solidarité ; nous devons désormais faire notre possible pour nous aider les uns les autres à bâtir la solidarité à travers l'Europe, des plus petits villages aux grandes villes. N'oublions pas que personne n'aide ceux qui n'entreprennent rien eux-mêmes. Nous avons le choix entre faire quelque chose maintenant ou attendre qu'il soit trop tard.

La solidarité peut être la réponse, mais celle-ci ne naît pas toute seule ; elle doit être bâtie pierre par pierre parmi les agriculteurs européens et entre les agriculteurs et les consommateurs. C'est une tâche ardue qui incombera principalement aux agriculteurs individuels ou à des petits groupes de paysans et à leurs organisations nationales affiliées à l'EMB. Pour réussir, toutes les organisations membres à travers l'Europe devront agir de concert, avec la régularité d'un orchestre et sous la direction de l'EMB.

La raison de procéder ainsi est que, quand toutes les organisations membres suivent le même programme en termes de mesures et de calendrier, les agriculteurs bénéficient d'un soutien moral décisif par le fait que tous les agriculteurs d'Europe sont unis dans la poursuite des mêmes objectifs. Notre site internet commun aura un rôle important à jouer pour renforcer l'esprit de communauté européenne entre les agriculteurs. Il contribuera aussi fortement à créer les conditions permettant de croire qu'il est possible de changer la situation actuelle de tous les agriculteurs d'Europe et, dans un deuxième temps, dans le monde. Le nouveau site internet fournira des informations sur la solidarité à tous les publics, agriculteurs et consommateurs, et chaque agriculteur pourra y suivre le résultat de son travail et les résultats des autres pays.

Si nous réussissons à bâtir la solidarité en tant que moyen de parvenir à des conditions-cadres permettant une production alimentaire équitable, respectueuse de la nature, où la qualité et la sécurité des aliments prévalent sur le prix, nous aurons mérité la gratitude des citoyens d'aujourd'hui et des générations futures pour nos efforts communs en faveur de la solidarité. Un facteur de succès crucial sera de réussir à convaincre les consommateurs de prendre le parti des agriculteurs. Nous y parviendrons ensemble ; pour reprendre le mot d'ordre d'Erwin Schöpges, le président de l'EMB : « Relevons ce défi ! »

Even Erlien, Bondesolidaritet Norvège

L'équipe bavaroise du BDM au cœur de la politique européenne

L'évènement auquel avait convié, à la mi-octobre, à Bruxelles, l'équipe bavaroise du BDM sortait quelque peu de l'ordinaire. Le siège de la représentation de l'État libre de Bavière dans la capitale de l'UE, un manoir pittoresque, accueillait une soirée parlementaire de l'équipe bavaroise.

Occupant une position centrale entre les bâtiments de la Commission européenne, du Conseil européen et du Parlement européen, ces locaux sont utilisés exclusivement pour les groupes d'intérêts et les causes allant explicitement dans le sens des intérêts de la Bavière. On mesurera donc la joie de l'équipe bavaroise de pouvoir profiter de cette occasion d'un dialogue au niveau européen.

En plus de nombreux députés du Parlement européen, de nombreux représentants de la direction générale AGRI, de la société civile et des médias ont participé à cette soirée. Avant même que ne commence le programme officiel, un dialogue intéressant s'était déjà engagé sur le sujet fondamental du jour : « La PAC après 2020 - quel est le cap fixé ? »

Après le discours de bienvenue du président de la section bavaroise, Manfred Gilch, qui a particulièrement insisté sur le lien entre la politique agricole européenne et la préservation d'un élevage laitier tourné vers l'avenir et présent sur l'ensemble du territoire, la parole était aux responsables politiques : dans son allocution, Maria Noichl, une eurodéputée sociale-démocrate allemande spécialiste des questions agricoles, a posé les questions suivantes à l'assistance : « L'UE doit-elle nourrir le monde ? L'UE peut-elle nourrir le monde ? » Martin Häusling, porte-parole pour les questions agricoles des Verts au Parlement européen, s'est lui aussi montré critique envers les effets de la PAC actuelle pour les éleveurs laitiers. Selon lui, celle-ci n'a pas empêché la poursuite de la rupture structurelle et a, au contraire, ouvert la voie à l'orientation de la politique agricole vers les exportations sur le marché mondial.

Hans Foldenauer, porte-parole du comité directeur du BDM et lui-même éleveur laitier, est ensuite venu exposer la position du BDM : une réorganisation de l'organisation commune des marchés (OCM) doit impérativement figurer dans les négociations de la PAC car l'OCM a une importance particulièrement décisive pour la prise en compte des coûts dans la production de denrées agricoles. Il s'est ainsi inscrit clairement en faux par rapport à la démarche des syndicats agricoles et des coopératives, qui vise à garantir d'abord les sources de financement pour la prochaine période et de ne réfléchir qu'ensuite à la finalité de ces versements.

La discussion serrée qui s'est ensuite engagée a permis d'exposer toutes les facettes de la politique agricole commune ; on a ainsi abordé aussi bien les aspects relatifs aux exploitations individuelles ou aux régions, comme l'avenir de la stabulation entravée, que les « grandes » questions liées aux perspectives du modèle à deux piliers. Les questions ayant trait au marché du lait ont donné l'occasion au président fédéral du BDM, Stefan Mann, de souligner le lien qui existe entre deux pôles : les subventions agricoles, d'une part, et un prix du lait durable, d'autre part. Pour M. Mann, la politique agricole de l'UE ne peut remplir ses engagements et garantir des perspectives d'avenir aux exploitations productrices que par un prix du lait équitable et qui permette de couvrir l'ensemble des coûts.

Johannes Fritz, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)

Que se passe-t-il dans le secteur laitier ?

Oui, c'est vraiment une bonne question : que se passe-t-il véritablement dans le secteur laitier ? Commençons par quelques chiffres : 32,58 et 34,68 centimes/kg.

C'est le montant moyen des prix du lait en Belgique et en Allemagne au cours des cinq dernières années. Que peut-on en déduire sur la situation dans le secteur laitier ? Pas grand-chose. Cela se précise toutefois si l'on ajoute à cela les coûts au cours de ces cinq dernières années. En Belgique, ils s'élevaient en moyenne à 44,58 centimes/kg et en Allemagne à 43,15 centimes/kg de lait produit.

Conclusion : avec un déficit moyen de 12 centimes en Belgique et de 8,50 centimes/kg de lait en Allemagne, il n'est pas étonnant que le revenu des personnes travaillant dans la production laitière soit très inférieur à celui de la moyenne de la population.

Nous devons cet aperçu précis de la situation à une série d'études du BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*) commencée il y a cinq ans. Grâce à ces calculs réalistes pour l'Allemagne, il devint enfin possible en 2013 de déterminer clairement la situation réelle des exploitations laitières allemandes. Deux autres pays, la France et les Pays-Bas, vinrent s'y ajouter la même année ; avec la Belgique, le Luxembourg et le Danemark, les études du BAL sont désormais disponibles pour six pays producteurs de lait.

En quoi ces études sont-elles si particulières ?

Elles sont :

régulières et récentes : elles sont actualisées tous les ans, parfois même tous les trimestres.

exhaustives : le temps de travail qui passe dans la production de lait est inclus dans les coûts, en tenant compte de la fonction et des qualifications des travailleurs. Cela semble évident, mais vous seriez surpris de voir à quel point ces paramètres sont souvent occultés.

représentatives : car elles utilisent les données reconnues du Réseau d'information comptable agricole (RICA) de l'UE, qui repose sur une banque de données européenne très complète.

comparables : grâce à la banque de données commune de l'UE, il est possible de comparer les calculs pour les différents pays.

Que signifient ces études pour les producteurs de lait européens ?

Ces études apportent beaucoup aux producteurs de lait des pays participants. Elles permettent de confronter les responsables politiques à la situation actuelle et de montrer que les conditions dans le secteur laitier sont déficitaires. Les représentants des **marques de lait équitable** utilisent ces chiffres dans les négociations avec les supermarchés, afin de déterminer le prix équitable d'un litre de lait. La vice-présidente de l'European Milk Board (EMB), Sieta van Keimpema, pense que ces calculs peuvent aussi avoir un rôle moteur dans la discussion : « Ils permettent enfin de mener des débats publics. Mais ces études nous ont également ouvert les yeux, à nous les producteurs de lait. Nous voyons la véritable valeur de notre travail et de celui de nos animaux. Et, soyons honnêtes, ces chiffres nous montrent également la douloureuse réalité et à quel point nous sommes sous-payés. Cela a des conséquences pour l'avenir de l'agriculture. Seuls 6 % des producteurs dans l'UE et 1,68 % aux Pays-Bas ont moins de 35 ans. Dans la catégorie des 35-44 ans, ce chiffre n'est que de 15 %. »

Selon Dr. Karin Jürgens, scientifique du BAL, le bilan des coûts de production et des prix du lait dans tous les pays étudiés montre le dilemme. « Depuis des années, les producteurs de lait doivent vivre avec des prix du lait qui ne répondent pas aux exigences actuelles de développement et à leurs qualifications professionnelles. »

Cela doit changer. Cette situation de déficit pourrait être atténuée par le biais d'un instrument qui protégerait le secteur

laitier des crises. Les producteurs de lait de l'EMB préconisent de mettre en œuvre le Programme de responsabilisation face au marché (PRM).

Sieta van Keimpema ajoute à ce sujet : « Nous voulons participer de manière constructive à l'amélioration de la situation sur le marché du lait. C'est pourquoi nous présentons ces études sur les coûts, afin de montrer précisément quelle est la situation dans le secteur. Nous y ajoutons le PRM pour indiquer ce qu'il est possible de faire pour éliminer les crises. »

[Veuillez trouver ici l'étude sur les coûts de production \(en anglais\)](#)

Communiqué de presse de l'EMB du 27 novembre 2018

[Vous pouvez nous trouver sur Facebook](#)

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-novembredecembre-2018.html>